

**DIRECTION GÉNÉRALE  
RELATIONS COLLECTIVES DU  
TRAVAIL**  
Direction du Greffe



**ERRATUM**

**Sous-commission paritaire des établissements et  
services d'éducation et d'hébergement de la  
Communauté française, de la Région wallonne et  
de la Communauté germanophone**

**CCT n° 168610/CO/319.02  
du 28/10/2021**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 2 doit être corrigé comme suit : « Onder-  
havige collectieve arbeidsovereenkomst regelt,  
voor de periode vanaf 1 juli 2021 tot 31 decem-  
ber 2022, de toekenning van de vrijstelling van  
verplichting van aangepaste beschikbaarheid voor  
oudere werknemers die worden ontslagen vóór  
1 juli 2023 in het raam van een stelsel van werk-  
loosheid met bedrijfstoelage, die 20 jaar hebben  
gewerkt in een stelsel van nachtarbeid, die in een  
zwaar beroep of in de bouwsector tewerkgesteld  
werden en arbeidsongeschikt zijn, die tewerkge-  
steld werden in een zwaar beroep en 35 jaar be-  
roepsverleden aantonen, **of** die een lange loop-  
baan hebben, ~~of die tewerkgesteld waren in een  
onderneming in moeilijkheden of in herstructure-  
ring,~~ in uitvoering van en conform de voorwaar-  
den in de collectieve arbeidsovereenkomst van de  
Nationale Arbeidsraad nr. 153 van 15 juli 2021. ».

**Décision du**

09 -

**Sous-Commission paritaire des  
établissements et services d'éducation et  
d'hébergement de la Communauté française,  
la Région wallonne et la Communauté  
germanophone – SCP 319.02**

**Convention collective de travail du 28 octobre  
2021 déterminant, pour la période allant du  
1er juillet 2021 au 31 décembre 2022, les  
conditions d'octroi de la dispense de  
l'obligation de disponibilité adaptée pour les  
travailleurs âgés licenciés dans le cadre d'un  
régime de chômage avec complément  
d'entreprise, qui ont travaillé 20 ans dans un  
régime de travail de nuit, qui ont été occupés  
dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été  
occupés dans le secteur de la construction et  
sont en incapacité de travail, qui ont été  
occupés dans le cadre d'un métier lourd et  
justifient 35 ans de passé professionnel, ou  
qui ont une carrière longue, en exécution de  
la convention collective de travail du Conseil  
National du Travail n° 153**

Article 1. La présente convention collective de travail est applicable aux travailleurs et employeurs des établissements et services qui ressortissent à la Sous-Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté germanophone et qui sont agréés et/ou subsidiés par la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté germanophone ou la Commission communautaire française, ainsi qu'aux travailleurs et employeurs des établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés et dont l'activité principale est exercée en Région wallonne.

Par "travailleurs", on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article. 2. La présente convention collective de travail règle, pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 31 décembre 2022, l'octroi de la dispense de l'obligation de disponibilité adaptée pour les travailleurs âgés licenciés dans le cadre d'un régime de chômage avec complément d'entreprise, qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd et justifient 35 ans de passé professionnel, ou qui ont une carrière longue en exécution et conformément aux conditions de la convention collective de travail du Conseil National du Travail n° 153 du 15 juillet 2021.

Article. 3. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée.

Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2022.

#### Art 4

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.